



Le Mouvement des sans-terre entre dans la campagne pour la démocratisation des médias au Brésil



Information - International - Loin de l'Amérique Latine -
Date de mise en ligne : vendredi 17 mai 2013

Description :

« La chape des médias a empêché la société d'exprimer librement ses droits, sa vision politique, son idéologie. » Geraldo Gasparin

Copyright © Acrimed | Action Critique Médias - Tous droits réservés

Nous publions ci-dessous un article initialement paru le 3 mai sur [le site du Mouvement des travailleurs ruraux sans terre \(MST\) brésilien \[1\]](#), traduit du portugais et relayé en France par le [Collectif solidaire du Mouvement des Travailleurs Ruraux Sans Terre du Brésil](#). (Acrimed)



Les membres du Mouvement des Sans Terre signent le projet de loi lancé publiquement le 1er mai 2013 pour la démocratisation de la propriété des médias.

La lutte des travailleurs ruraux pour la réforme agraire et pour la justice sociale, revendications du Mouvement des Travailleurs Sans Terre (MST), est criminalisée quotidiennement par les médias brésiliens.

Pour les militants qui participent au lancement du *Projet de loi pour des médias démocratiques* depuis le 1er mai 2013, fête des travailleurs, cette criminalisation est la réalité qui implique de transformer les médias dans le pays.

Organisé par la campagne "*Pour exprimer la liberté*", l'évènement a eu lieu dans le campement national permanent *Hugo Chavez*, organisé par le Mouvement des Sans Terre, à Brasilia. Outre la présentation du projet de loi [2], un débat a eu lieu ainsi qu'une collecte de signatures par les participants à cet évènement.

Lors du débat qui a attiré un large public à Brasilia, les Sans Terre ont dénoncé l'influence des intérêts économiques et politiques qui empêchent l'accès des travailleurs aux médias et aux radios communautaires locales.

"*Si c'est une radio communautaire, elle doit être pour nous. La radio communautaire dans ma région est celle des propriétaires d'usine*", selon Batatinha, militante du MST dans l'état de Sergipe.

Les Sans Terre ont évalué l'inégalité de la lutte dans la sphère médiatique : les télévisions et radios, locales et nationales, criminalisent les protestations du mouvement pour l'accès à la terre. En dénonçant les occupations, "*ils poussent les communautés à s'y opposer*", témoigne un des travailleurs sans terre.



"La chape des médias a empêché la société d'exprimer librement ses droits, sa vision politique, son idéologie" explique Geraldo Gasparin, membre de la coordination du campement Hugo Chavez. "Malheureusement le gouvernement, à travers le ministre des Communications, ne participe pas ni ne prend position dans le débat de la société civile pour un cadre de régulation des communications, ce qui oblige la société à agir. Le campement est partie prenante de cette lutte".

Le projet de loi, en tant qu'initiative issue de la société civile, règlemente les articles de la Constitution qui portent sur les radios et télévisions. Le but est de consacrer un tiers des fréquences aux radios et aux télévisions publiques (dont 15 % de médias communautaires), et garantit par ailleurs la production de contenus locaux et régionaux.

La proposition prévoit également la création d'un Fonds national de communication publique pour soutenir les chaînes publiques et communautaires, ainsi que la définition de règles afin d'empêcher la formation de monopoles dans le secteur des médias.

Traduction du portugais : Thierry Deronne (revue par Ugo Palheta pour Acrimed)

[1] Le [MST](#) est une organisation populaire qui lutte depuis 30 ans pour une réforme agraire dans un Brésil qui est resté depuis l'époque coloniale un pays de grande propriété terrienne. C'est dire l'importance de ce mouvement social pour la société brésilienne.

[2] L'Argentine avait montré la voie en divisant en trois tiers l'ensemble de ses ondes radio et TV (un tiers pour le secteur privé, un tiers pour le secteur public et un dernier pour les médias associatifs et communautaires). Au Brésil, le Parti des Travailleurs (PT), la CUT (première centrale syndicale du pays) ou le Mouvement des Travailleurs Sans Terre réclament à leur tour la fin du quasi monopole médiatique du groupe privé Globo. Une loi d'initiative populaire est soumise aux signatures des citoyens dans tout le Brésil. (Note du traducteur revue par Acrimed)